



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Secrétariat général
Direction de la Coordination des
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

Angers, le 2 avril 2026

Bureau des procédures environnementales et foncières
Affaire suivie par : Marie-Claire JEDRZEJCZAK
Tél. 02.41.81.81.62
pref-icpe@maine-et-loire.gouv.fr
2026-112_AUTO_LETEXPL_MCJ_SISF-Mauges-sur-Loire.odt



Monsieur le directeur,

Je vous prie de trouver ci-joint copie de l'arrêté préfectoral DCPAT-2026 n° 286 du 1^{er} avril 2026 portant levée de la mise en demeure du 29 janvier 2024 pour l'installation implantée 1 route du Pont de Vallée – St Florent-le-Vieil sur la commune de Mauges-sur-Loire (49410).

Je vous prie de croire, Monsieur le directeur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
l'adjointe administrative,


Marie-Claire JEDRZEJCZAK

Monsieur le Directeur
Société Industrielle de Saint-Florent (SISF)
1 route du Pont de Vallée
Saint-Florent-le-Vieil
49410 MAUGES-SUR-LOIRE

Copie DREAL – UIDAM

CUID / ADJ 09/04/26		
CAR	EC	RA
RC	EOL	ASS
	I	A
CP		
INSP		
INSPFM		
ASS		
REG	OK SRO	
GUN		

ORGL + CCAR



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la Coordination des
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

Bureau des procédures environnementales et foncières
Affaire suivie par : Marie-Claire JEDRZEJCZAK
Tél. 02.41.81.81.62

pref-icpe@maine-et-loire.gouv.fr

2026-113_AUTO_LETMAIR_MCJ_SISF-Mauges-sur-Loire.odt

Angers, le 02 avril 2026

Le Préfet

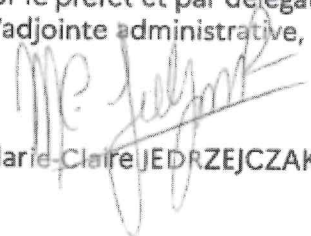
à

**Monsieur le maire
Hôtel de Ville
4 Rue de la Loire
49620 Mauges-sur-Loire**

Vous trouverez ci-joint copie de l'arrêté préfectoral DCPAT-2026 n° 286 du 1^{er} avril 2026 portant levée de la mise en demeure du 29 janvier 2024 pour l'installation exploitée par la Société Industrielle Saint-Florent (SISF) – St Florent-le-Vieil sur la commune de Mauges-sur-Loire (49410).

Je vous précise par ailleurs qu'un exemplaire de cet arrêté a été notifié directement à l'exploitant.

Pour le préfet et par délégation,
l'adjointe administrative,


Marie-Claire JEDRZEJCZAK

Copie : **DREAL/Uidam**
Sous-préfecture de Cholet



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DCPAT-2026 n° 286

portant levée de la mise en demeure du 29 janvier 2024

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE SAINT FLORENT (SISF),
à MAUGES-SUR-LOIRE,**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet de Maine-et-Loire

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de M. François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu le décret du Président de la République du 28 janvier 2026 portant nomination de M. Raymond YEDDOU, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté DRAJ/MICCSE n°2026-07 du 16 février 2026 portant délégation de signature à M. Raymond YEDDOU, Secrétaire général de la préfecture ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2011-n°161 délivré le 28 avril 2011 à la Société Industrielle de Saint-Florent (SISF) pour l'exploitation d'un établissement de réception, stockage, traitement et transformation du lait sur le territoire de la commune de Saint-Florent-le-Vieil à l'adresse suivante, 1 route du Pont de Vallée, 49410 Saint-Florent-le-Vieil ;

Vu les demandes de bénéfice des droits acquis adressées les 26 février 2018 et 20 décembre 2021 par la Société Industrielle de Saint Florent, relatives au classement des stockages de matières combustibles présents sur le site au titre de la rubrique 1510 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, établi suite à la visite d'inspection réalisée sur le site de la Société Industrielle de Saint-Florent (SISF) en date du 20 novembre 2023, transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 décembre 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté DIDD-2024 n° 07 du 29 janvier 2024 portant mis en demeure de la société industrielle de Saint-Florent concernant la mise en place d'une détection automatique d'incendie ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi le 23 mars 2026 en faveur de la levée de la mise en demeure du 29 janvier 2024 prise à l'encontre de la Société Industrielle de Saint-Florent (SISF) après vérification des actions correctives prises par l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite en date du 28 janvier 2026, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté la réalisation de l'action corrective et la transmission des justificatifs associés ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Maine-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1

L'arrêté préfectoral DIDD-2024 n° 07 du 29 janvier 2024 portant mise en demeure de la Société Industrielle de Saint-Florent est abrogé.

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Société Industrielle de Saint-Florent par lettre recommandée avec accusé de réception et est publié sur le site internet de la Préfecture de Maine-et-Loire pour une durée minimale de deux mois en vue de l'information des tiers, conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement. Une copie de cet arrêté est adressée au maire de la commune de Mauges-sur-Loire.

Article 3 - Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 - Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le sous-Préfet de Cholet, la Colonelle, commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, le maire de la commune de Mauges-sur-Loire et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la Société Industrielle de Saint-Florent.

Fait à ANGERS, le 01 AVR. 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,

Raymond YEDDOU